

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



PREMIÈRE COMMISSION, 1452^e
SÉANCE

Lundi 14 novembre 1966,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Témoignage de sympathie	161
Point 27 de l'ordre du jour:	
Question du désarmement général et complet:	
rapport de la Conférence du Comité des	
dix-huit puissances sur le désarmement	
(suite)	
Discussion générale (suite)	161

Président: M. Leopoldo BENITES (Equateur).

En l'absence du Président, M. Fahmy (République arabe unie), vice-président, prend la présidence.

Témoignage de sympathie

1. Le PRÉSIDENT exprime la sympathie de la Commission à la population de Florence éprouvée par les récentes inondations qui ont infligé des ravages à cette ville et à ses trésors artistiques.
2. M. CAVALLETTI (Italie) remercie le Président et dit qu'il ne manquera pas de transmettre cette expression de solidarité à son gouvernement.

POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR

Question du désarmement général et complet: rapport de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement (suite) [A/6370-DC/228, A/C.1/L.370/Rev.1 et Rev.1/Add.1/Corr.1, A/C.1/L.374, A/C.1/L.377]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

3. M. BELOKOLOS (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que, depuis la vingtième session de l'Assemblée générale, la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement n'a réalisé aucun progrès sur aucun des sujets dont il est saisi, par suite de la mauvaise volonté dont ont fait preuve les puissances occidentales qui participent à ses travaux et, notamment, à cause du peu d'empressement des Etats-Unis à adopter des mesures concrètes de désarmement. Au cours de cette année, les Etats-Unis ont dépensé plus d'argent à des fins militaires que pendant n'importe quelle autre année depuis la seconde guerre mondiale. Les Etats-Unis donnent la priorité aux plans militaires, à la stratégie nucléaire et à la guerre d'agression qu'ils mènent au Viet-Nam plutôt qu'à la cause du désarmement, ce qui a eu pour effet de réduire au minimum les possibilités de progrès au Comité des dix-huit puissances.

4. A Genève, pendant les négociations relatives à la non-prolifération des armes nucléaires, la position

des Etats-Unis était dictée par la conception de "la dissémination limitée" des armes nucléaires dans le cadre d'alliances militaires, qui est en contradiction manifeste avec la résolution 2028 (XX) de l'Assemblée générale. Le projet de traité de non-prolifération présenté par l'Union soviétique^{1/}, en revanche, a pour objectif de fermer toutes les échappatoires qui permettraient une dissémination directe ou indirecte des armes nucléaires.

5. Les membres non alignés du Comité des dix-huit puissances ont présenté des suggestions utiles. Il faut particulièrement retenir la proposition du Mexique tendant à ce qu'aucune clause du traité de non-prolifération n'entrave les efforts des gouvernements désireux de conclure des accords afin de bannir les armes nucléaires de leur territoire. On constate, toutefois, qu'il n'y a pas de désir réel de conclure un accord interdisant les essais nucléaires souterrains sur la base concrète et réaliste de l'utilisation des moyens de contrôle nationaux pour surveiller le respect des engagements pris.

6. De même, le Comité des dix-huit puissances n'a pu faire aucun progrès vers l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires et thermonucléaires en dépit de la déclaration contenue dans la résolution 1653 (XVI) de l'Assemblée générale, qui qualifie l'emploi de telles armes de violation directe de la Charte des Nations Unies. L'Union soviétique et les autres Etats socialistes se sont déclarés disposés à signer une convention interdisant l'emploi des armes nucléaires, mais l'attitude de certaines forces militaristes qui entendent conserver la possibilité d'utiliser la menace de l'arme nucléaire contre des Etats et des peuples pacifiques n'a pas permis de donner une solution à ce problème. La délégation ukrainienne accueille favorablement la proposition du Gouvernement éthiopien^{2/} tendant à interdire l'emploi d'armes nucléaires contre les territoires ou les régions dénucléarisés.

7. Le rapport du Comité des dix-huit puissances indique clairement que les puissances occidentales qui participent aux travaux du Comité continuent d'empêcher la création de zones dénucléarisées dans les régions les plus dangereuses du monde. Les Etats-Unis et les autres membres de l'OTAN, en particulier, n'ont pas donné de réponse favorable à la proposition de la République populaire de Pologne, appuyée par les autres Etats socialistes, qui tendait à créer une zone non nucléaire et une zone de blocage des armements nucléaires en Europe centrale, où d'importantes forces militaires sont face à face.

^{1/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 106 de l'ordre du jour, document A/5976.

^{2/} Voir Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément de 1966, document DC/228, annexe 1, sect. R.

Il convient également de rappeler que la République démocratique allemande, dans un message spécial adressé au Comité des dix-huit puissances^{3/}, a demandé aux puissances nucléaires de dénucléariser définitivement la terre allemande.

8. Les obstacles qui empêchent de parvenir à un accord au sein du Comité des dix-huit puissances ne sont pas d'ordre technique mais politique; ils proviennent de la répugnance de l'une des parties à conclure un accord sur les questions importantes. Il convient que tous les Etats redoublent d'efforts pour sortir de l'impasse actuelle. C'est dans cet esprit que les délégations de la Pologne et de la RSS d'Ukraine ont déposé un projet de résolution (A/C.1/L.377) visant à mettre un terme aux vols d'avions porteurs d'armes nucléaires ou d'autres types d'armes de destruction massive au-delà des frontières nationales. La seule existence de telles armes constitue déjà une menace constante à la paix et à la sécurité mondiales; lorsqu'elles se trouvent à bord d'avions en vol, le danger d'une utilisation accidentelle est beaucoup plus grand encore. Nul n'ignore les nombreux accidents survenus à des appareils ayant à leur bord des armes nucléaires, tel celui qui s'est produit près du village espagnol de Palomares en janvier 1966. Le Comité des dix-huit puissances a évoqué les conséquences malheureuses que pouvaient avoir de tels accidents. La question des vols d'avions porteurs d'armes nucléaires a été abordée, il y a déjà plusieurs années, par le Conseil de sécurité à la suite d'une erreur dans le fonctionnement d'un radar qui avait eu pour résultat l'envoi, par une des grandes puissances nucléaires, d'un appareil porteur de telles armes dans la direction du territoire d'une autre grande puissance nucléaire.

9. Le fait que certains Etats, notamment la Suisse et Ceylan, ont décidé d'interdire ou de limiter le survol de leur territoire par des appareils porteurs d'armes nucléaires témoigne également du danger réel et pressant que constituent de tels vols. Il est temps que tous les Etats prennent, comme il convient, la décision de mettre un terme aux vols d'appareils porteurs de bombes nucléaires. L'adoption du projet de résolution A/C.1/L.377 contribuerait à réduire la tension internationale et à créer une ambiance favorable aux travaux du Comité des dix-huit puissances.

10. La délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine appuie également le projet de résolution A/C.1/L.370/Rev.1 et Rev.1/Add.1/Corr.1, présenté tout d'abord par la Pologne, à laquelle se sont joints de nombreux autres pays, concernant les divers aspects du problème des armes nucléaires, ainsi que le projet de résolution hongrois (A/C.1/L.374), qui demande le strict respect, par tous les Etats, du Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires

et de moyens bactériologiques, ouvert à la signature, à Genève, le 17 juin 1925^{4/}.

11. M. BURNS (Canada) fait remarquer que le problème de la dissuasion nucléaire englobe non seulement la question des armes nucléaires et de leurs vecteurs et celle des systèmes de protection contre ces armes, mais également des aspects psychologiques tels que l'opinion entretenue par une puissance sur les intentions d'une autre. L'étude de la dissuasion nucléaire, que le représentant de la République arabe unie a proposée le 7 juillet 1966, à la 271ème séance du Comité des dix-huit puissances, devrait avoir pour but de déterminer le nombre minimum d'armes nucléaires et de vecteurs que devraient conserver les grandes puissances nucléaires aux dernières étapes du désarmement, pour assurer le maintien de l'actuel équilibre de dissuasion.

12. Le Ministre de la défense des Etats-Unis a dit récemment que l'Union soviétique avait mis au point un système d'engins antibalistiques et que les Etats-Unis pourraient devoir prendre des mesures analogues. Il a également laissé entendre que le perfectionnement de systèmes défensifs pourrait conduire au développement des armes offensives pour que soit maintenue une "vraisemblance de dissuasion". Le Premier Ministre du Canada, parlant à Scarborough (Ontario), le 25 juin 1966, a déclaré que l'établissement d'un système d'engins antimissiles serait une entreprise extrêmement coûteuse qui conduirait probablement — comme cela s'est produit dans le cas de la course aux engins balistiques — à des budgets de défense toujours plus importants sans réussir pour autant à accroître de façon permanente la sécurité nationale et la stabilité internationale. Si les Etats-Unis et l'Union soviétique pouvaient s'entendre tacitement pour s'abstenir de créer et de mettre en place des systèmes d'engins antibalistiques, ces deux puissances préviendraient une nouvelle intensification de la course aux armements et atténueraient la tension internationale. Il serait alors plus facile d'examiner les problèmes politiques essentiels dont dépend dans une grande mesure la réduction des armements. De plus, arrêter le développement des systèmes d'engins antibalistiques ferait disparaître la raison majeure invoquée en faveur de la poursuite des essais souterrains.

13. D'importantes ressources économiques sont dépensées sans profit, non seulement dans la course aux armements qui a lieu entre les grandes puissances, mais également dans celle que disputent, sur le plan local, des pays plus petits et moins développés qui risquent ainsi de mettre gravement en danger leur économie. Le Vice-Président des Etats-Unis a attiré l'attention sur l'existence en Amérique latine d'un tel problème qui, d'ailleurs, se pose dans de nombreuses autres régions.

14. M. Burns est reconnaissant à la délégation polonaise d'avoir aidé les délégations canadienne et norvégienne à mettre au point le projet de résolution révisé A/C.1/L.370/Rev.1 et Rev.1/Add.1/Corr.1; les termes de ce nouveau projet, qui propose une étude plus large que celle prévue dans la proposition polonaise initiale (A/C.1/L.370), devraient pouvoir

^{3/} Lettre adressée le 7 février 1966 au représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le représentant de l'URSS à la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement et transmettant une lettre, en date du 7 février 1966, du Vice-Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande ainsi qu'une déclaration du Gouvernement de la République démocratique allemande (document ENDC/168).

^{4/} Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. XCIV, 1929, No 2138.

être acceptés par toutes les délégations. La délégation canadienne éprouve un grand intérêt pour l'étude proposée par le Secrétaire général dans l'introduction à son rapport annuel pour 1965-1966 (A/6301/Add.1). Si elle a proposé, pour le moment, une étude plus restreinte, c'est uniquement parce qu'elle est convaincue qu'il serait impossible de traiter de façon efficace, avant la vingt-deuxième session, tous les sujets mentionnés par le Secrétaire général. Les autres questions pourraient faire l'objet d'une étude ultérieure.

15. Au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution A/C.1/L.370/Rev.1 et Rev.1/Add.1/Corr.1, la question des effets de l'utilisation éventuelle des armes nucléaires figure en premier lieu, car c'est une question qui préoccupe particulièrement la délégation polonaise. Toutefois, la délégation canadienne estime, ainsi sans doute que la plupart des autres délégations, que tous les sujets mentionnés au paragraphe 1 du dispositif sont d'une importance égale et doivent être traités de façon équilibrée dans l'étude envisagée et dans le rapport qui doit être présenté à l'Assemblée à sa vingt-deuxième session.

16. Les termes "renseignements accessibles" qui figurent au paragraphe 2 du dispositif s'entendent des renseignements qui ont été obtenus ou pourront être obtenus à diverses sources sur la demande du Secrétariat et de ses consultants. Etant donné que le rapport doit refléter leurs différentes opinions plutôt que celles des gouvernements nationaux, les consultants doivent être des personnes ayant une expérience réelle et faisant autorité pour ce qui est des aspects scientifiques, techniques et autres des problèmes en question. Ils demanderont de temps à autre des renseignements supplémentaires aux gouvernements, mais on n'attendra évidemment d'aucun gouvernement qu'il fournisse des renseignements secrets ou des renseignements qui lui paraissent toucher de près la sûreté de l'Etat.

17. Enfin, le paragraphe 1 du dispositif prévoit un rapport "concis", afin que ce rapport puisse être rédigé en temps voulu et qu'il puisse être lu par un grand nombre de gens. Le terme "concis" ne doit cependant pas être interprété comme signifiant que le projet doive être superficiel ou porter particulièrement sur une seule des questions retenues pour l'étude.

18. Le rapport tel qu'il est proposé dans le projet de résolution révisé peut contribuer effectivement et de façon durable à la compréhension des problèmes créés par l'apparition des armes nucléaires. La délégation canadienne espère que le projet de résolution révisé sera adopté à l'unanimité.

19. M. ROCHTCHINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) tient à exprimer l'opinion de sa délégation sur trois points: la question du désarmement général et complet, la nécessité urgente de suspendre les essais nucléaires et thermonucléaires (point 28 de l'ordre du jour), et la question de la réunion d'une conférence en vue de la signature d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires (point 29 de l'ordre du jour).

20. Le désarmement général et complet est l'un des problèmes internationaux les plus importants, mais les discussions du Comité des dix-huit puissances sur ce sujet au cours de l'année écoulée n'ont pas donné de résultats satisfaisants, en grande partie à cause de la position négative des Etats-Unis et des autres puissances occidentales, qui n'ont fait aucun effort pour rechercher un accord et ont essayé d'éviter de discuter les problèmes du désarmement général.

21. Les Etats-Unis ont adopté cette attitude parce qu'ils poursuivent, ainsi que certains de leurs alliés, une guerre d'agression au Viet-Nam et accélèrent la course aux armements. L'intensification continue de l'agression des Etats-Unis au Viet-Nam est reflétée dans le projet de budget militaire des Etats-Unis pour 1966-1967, qui s'élève à 60,5 milliards de dollars, soit 53,6 p. 100 du budget total, alors qu'il était de 50,2 milliards de dollars en 1964-1965. La conscription aux Etats-Unis a atteint son niveau le plus élevé depuis la seconde guerre mondiale. On a récemment annoncé le projet de remplacer les fusées Polaris par des engins Poséidon plus puissants. Certains des partenaires militaires des Etats-Unis s'efforcent également d'accroître leurs armements. L'Allemagne occidentale, par exemple, a déjà un demi-million d'hommes sous les drapeaux et a l'intention de porter les effectifs de la Bundeswehr à 750 000. Les revanchards ouest-allemands désirent toujours acquérir des armes nucléaires.

22. Bien que la politique des Etats-Unis tende à intensifier la course aux armements et à accroître la tension internationale, l'Union soviétique et les autres pays socialistes représentés au Comité des dix-huit puissances ont fait tout leur possible pour trouver une solution au problème du désarmement général et complet conformément au paragraphe 1 de la résolution 2031 (XX) de l'Assemblée générale. L'attitude de l'Union soviétique à l'égard du problème du désarmement général et complet se fonde sur l'idée fondamentale que l'objectif essentiel des négociations sur le désarmement doit être un accord sur des mesures qui auraient au moins pour effet, dès le début du processus de désarmement, de réduire radicalement la possibilité d'une guerre où seraient utilisés des missiles nucléaires, sinon d'écarter complètement cette possibilité. En conséquence, les mesures visant à éliminer l'arsenal nucléaire des pays constituent la pierre angulaire du plan soviétique de désarmement. L'Union soviétique a souvent déclaré qu'elle était prête à examiner toute proposition constructive visant à ranimer les négociations sur le désarmement général et complet. Seuls ceux qui souhaitent cacher leur désir de produire de nouveaux armements peuvent accepter l'affirmation selon laquelle le monde est incapable de lutter contre la course aux armements. Si tous les Etats se rendaient compte qu'ils sont responsables du maintien de la paix, le problème du désarmement général pourrait être résolu. L'Organisation des Nations Unies peut et doit trouver la force de donner un nouvel élan aux négociations sur le désarmement.

23. L'Union soviétique suggère que le premier pas sur la voie du désarmement général soit l'adoption

aussi rapide que possible de mesures partielles, en particulier de mesures propres à limiter les armements nucléaires. L'Assemblée générale, en adoptant la résolution 2149 (XXI), a déjà montré qu'elle attachait la plus grande importance à la conclusion d'un traité de non-prolifération des armes nucléaires. Un accord sur l'interdiction complète des essais nucléaires, s'appliquant aux essais souterrains tout comme aux essais dans les trois autres milieux, est également important. L'Union soviétique a constamment préconisé l'interdiction de tous les essais nucléaires, y compris les essais souterrains. Comme les moyens de détection dont disposent les Etats sont maintenant suffisants pour garantir le renfort de l'interdiction des essais souterrains, le Gouvernement soviétique est prêt à accepter à n'importe quel moment que le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé à Moscou le 5 août 1963, soit étendu aux explosions nucléaires souterraines. D'autre part, pour hâter la solution du problème, il s'est déclaré prêt à accepter la formule transactionnelle, proposée par la République arabe unie à la 224^{ème} séance du Comité des dix-huit puissances, le 17 août 1965, interdisant les essais nucléaires souterrains au-delà d'une certaine intensité sismique et imposant un moratoire sur tous les autres essais en attendant qu'on soit parvenu à un accord sur une interdiction complète des essais. La proposition de la Suède relative à un "club de détection"^{5/} mérite également d'être examinée avec attention, dans la mesure où elle contribuerait à la conclusion d'un accord sur l'interdiction des essais nucléaires souterrains sans aucune forme d'inspection. Les Etats ne devraient pas, en vertu de leur appartenance au "club de détection", être obligés d'accepter des inspections et un contrôle internationaux sur leur territoire. La communication de renseignements sismologiques devrait être librement consentie, et les données recueillies devraient être étudiées non par un organe international, mais par chaque Etat pour lui-même. Le problème de l'interdiction des essais souterrains d'armes nucléaires ne peut être résolu que si l'on adopte à son égard une façon de l'aborder sous l'angle politique, comme celle qui a permis la conclusion du traité d'interdiction partielle en 1963. Si les Etats-Unis veulent sincèrement parvenir à un accord d'interdiction des essais nucléaires souterrains, ils devraient adopter une attitude politique réaliste et non continuer à exiger une inspection et un contrôle internationaux qui ne se justifient pas.

24. On pourrait également réduire la menace d'une guerre nucléaire en interdisant les vols d'avions porteurs d'armes nucléaires au-delà des frontières de leur pays d'origine. Ces vols sont extrêmement dangereux, comme le Gouvernement soviétique l'a maintes fois fait observer. Ils risquent, comme l'ont reconnu des hommes politiques aux Etats-Unis et dans d'autres pays occidentaux, de causer, par accident ou par erreur de calcul, le déclenchement d'une guerre nucléaire. L'interdiction de vols d'avions porteurs d'armes nucléaires au-delà des frontières de leur pays réduirait considérablement ce risque, et contri-

buerait à protéger le territoire des Etats, ainsi que les mers, de la contamination d'éléments radioactifs. M. Rochtchine pense en particulier au bombardier des Etats-Unis qui transportait des armes nucléaires et s'est écrasé au large de la côte espagnole en janvier 1966. La délégation soviétique appuie sans réserve le projet de résolution présenté sur cette question par la Pologne et la République socialiste soviétique d'Ukraine (A/C.1/L.377).

25. La question de la réunion d'une conférence aux fins de la conclusion d'une convention sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires a été posée pour la première fois dans la résolution 1653 (XVI) de l'Assemblée générale, par laquelle le Secrétaire général était prié de consulter les gouvernements des Etats Membres afin de connaître leur position sur la possibilité de réunir une telle conférence. Le fait que la conférence n'a pas encore été réunie est dû à la position négative des Etats-Unis et d'autres puissances occidentales, qui sont opposés à la conclusion d'une convention interdisant l'emploi des armes nucléaires, bien qu'ils ne puissent fournir aucun argument convaincant pour étayer leur attitude. Leur affirmation selon laquelle cette convention ne constituerait qu'une déclaration qui pourrait facilement être violée est insoutenable. Si l'on en croyait cette affirmation, on ne pourrait jamais signer d'accords internationaux. En fait, l'intention et la volonté des Etats de respecter les obligations qu'ils assument aux termes d'accords internationaux sont la meilleure garantie que les accords seront respectés.

26. L'Union soviétique souhaite ardemment l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et, en outre, la destruction des armes nucléaires. Une convention interdisant l'emploi des armes nucléaires serait particulièrement utile à l'heure actuelle étant donné le danger croissant de guerre nucléaire causé par l'agression des Etats-Unis au Viet-Nam. L'Assemblée générale devrait organiser la réunion d'une conférence pour conclure cette convention et, jusqu'à ce qu'elle soit conclue, les Etats possédant des armes nucléaires devraient, individuellement ou en commun, s'engager à ne pas être les premiers à utiliser les armes nucléaires. La question de l'interdiction des armes nucléaires est liée dans une certaine mesure à la proposition formulée dans le projet de résolution A/C.1/L.370/Rev.1 et Rev.1/Add.1/Corr.1 et tendant à ce qu'un rapport concis soit rédigé sur les effets de l'utilisation des armes nucléaires. La délégation soviétique pense que le rapport serait utile et appuie le projet de résolution.

27. Des mesures décisives s'imposent également pour interdire l'emploi d'armes de destruction massive, telles les armes chimiques et bactériologiques. Le Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques a été observé pendant toute la seconde guerre mondiale. Mais l'Assemblée générale ne peut rester indifférente au fait que les forces américaines utilisent au Viet-Nam des armes chimiques. La délégation soviétique appuie sans réserve le projet de résolution hongrois (A/C.1/L.374), qui est fondé sur des principes de droit international universellement acceptés. L'emploi d'armes chimi-

^{5/} Voir Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément de janvier à décembre 1965, document DC/227, annexe I, sect. B.

ques et bactériologiques a été condamné par les savants de nombreux pays aux Conférences de Pugwash sur les questions scientifiques et les problèmes internationaux et l'a encore été récemment par un groupe important de savants aux Etats-Unis même.

28. Devant la stagnation actuelle des négociations sur le désarmement, l'idée de donner une nouvelle impulsion aux négociations en réunissant une conférence mondiale sur le désarmement à laquelle tous les Etats participeraient est plus opportune que jamais. Les pays non alignés, particulièrement ceux qui prennent part aux travaux du Comité des dix-huit puissances, doivent être félicités de la précieuse contribution qu'ils ont apportée aux négociations. L'Union soviétique, pour sa part, est résolue à n'épargner aucun effort pour réaliser un désarmement général et complet et à encourager entre-temps l'adoption de mesures partielles de désarmement.

29. M. Endakachew MAKONNEN (Ethiopie) constate que, 21 ans après la création de l'Organisation des Nations Unies, l'objectif du désarmement semble plus éloigné qu'il ne l'était lorsque la Charte a été élaborée. Pendant les négociations sur le désarmement, la course aux armements a atteint son point culminant.

30. Le Comité des dix-huit puissances n'a pas accompli de progrès appréciables dans l'exécution du mandat qui lui a été assigné par la résolution 1722 (XVI) de l'Assemblée générale, mais il a fait mieux comprendre la complexité et l'ampleur du problème. Actuellement, le problème principal est de savoir comment sortir de l'impasse où se trouvent les négociations depuis la présentation de projets de traités de désarmement par les Etats-Unis et l'Union soviétique. L'impasse étant due principalement aux divergences d'opinions sur ce qui doit être réalisé à chaque étape du processus de désarmement, le mieux serait d'isoler les différentes questions du désarmement et d'élaborer pour chacune d'elles des mesures mutuellement acceptables. De telles mesures comprennent un traité de non-prolifération des armes nucléaires, qui a déjà reçu la priorité absolue à la Première Commission et au Comité des dix-huit puissances, et l'extension aux essais souterrains du traité d'interdiction partielle des essais conclu en 1963.

31. Un traité de non-prolifération doit se fonder sur les principes énoncés dans la résolution 2028 (XX). Les puissances nucléaires devraient s'engager à ne pas utiliser d'armes nucléaires contre les Etats non nucléaires; à ne pas transférer, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, des armes nucléaires aux Etats qui n'en possèdent pas actuellement; à arrêter la production d'armes nucléaires et à procéder à une réduction substantielle des stocks existants, dès l'entrée en vigueur de l'accord proposé, dans le but d'éliminer finalement toutes les armes nucléaires et leurs vecteurs. Les Etats non nucléaires, de leur côté, devraient s'engager à ne demander ni recevoir, d'aucune puissance disposant d'armes nucléaires, de telles armes ou des renseignements techniques ou autres concernant leur fabrication, à s'abstenir de fabriquer des armes nucléaires avec ou sans une aide extérieure et à ne pas autoriser la présence d'armes nucléaires sur leur territoire. Il convient de ne jamais perdre de

vue qu'un accord de non-prolifération n'est pas une fin en soi, mais seulement un pas vers l'objectif de désarmement général et complet.

32. Les discussions qui ont eu lieu au Comité des dix-huit puissances sur un accord d'interdiction complète des essais ont largement contribué à éclaircir les questions, particulièrement en ce qui concerne l'inspection sur place. Divers gouvernements et organisations non gouvernementales ont fourni des données importantes sur la détection sismique, réduisant ainsi l'écart qui existait entre la position des Etats-Unis et celle de l'Union soviétique sur la question de l'inspection sur place. Le représentant de l'Ethiopie note avec une satisfaction particulière la contribution suédoise à la discussion. Les propositions faites par le représentant de la Suède à la 247ème séance du Comité des dix-huit puissances, le 10 mars 1966, renferment des principes directeurs complets pour un accord d'interdiction totale des essais. En particulier, les procédures recommandées pour les "cas suspects" réduiraient la nécessité de l'inspection sur place. Si d'autres recherches scientifiques permettaient de concilier les divergences apparues sur la question de l'inspection sur place, un progrès plus rapide sur un accord d'interdiction complète des essais deviendrait possible.

33. La conclusion d'un accord de non-prolifération et d'un traité d'interdiction complète des essais sont des mesures essentielles pour atteindre l'objectif du désarmement général et complet, mais le Gouvernement éthiopien attache également une importance considérable à la question de la réunion d'une conférence en vue de signer une convention interdisant l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires. M. Makonnen est reconnaissant au représentant de l'Ukraine d'avoir mentionné les initiatives éthiopiennes en la matière. L'idée de l'interdiction de l'emploi des engins nucléaires et thermonucléaires à des fins belliqueuses a été d'abord soulevée par la délégation éthiopienne à la treizième session de l'Assemblée générale et a ensuite été adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1653 (XVI), présentée par la délégation éthiopienne. Cette résolution constituait la première déclaration de principe de l'Organisation des Nations Unies sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires. Depuis lors, la délégation éthiopienne a continué à demander avec insistance la réunion d'une conférence en vue de signer une convention internationale sur l'interdiction de l'emploi des armes nucléaires et thermonucléaires. Si les puissances nucléaires avaient été alors disposées à conclure une telle convention, l'Organisation des Nations Unies ne se trouverait peut-être pas aujourd'hui devant le problème plus difficile d'un accord de non-prolifération. Néanmoins, malgré l'actuelle complexité des problèmes de désarmement, qui résulte principalement de l'accélération de la course aux armements nucléaires depuis l'adoption de la résolution 1653 (XVI) de l'Assemblée générale, la convention proposée aurait le double mérite de réduire la menace immédiate de destruction nucléaire et d'aider à écarter l'une des difficultés majeures des négociations sur le désarmement, à savoir la conservation d'instruments nucléaires de dissuasion jusqu'au dernier stade du désarmement. Le représentant de l'Ethiopie adresse

donc un appel aux membres de la Première Commission pour qu'ils consacrent d'urgence à cette question toute leur attention.

34. Un fait nouveau encourageant apparu ces dernières années est la proposition de dénucléarisation de diverses régions. Si l'Amérique latine et l'Afrique étaient déclarées zones non nucléaires à respecter par tous les pays nucléaires, la dénucléarisation pourrait être progressivement étendue à d'autres régions où les intérêts des grandes puissances sont en conflit. La dénucléarisation de continents et de régions contribuerait à maintenir les armes nucléaires dans leurs limites territoriales actuelles, jusqu'à leur suppression finale. Bien qu'elle ne soit pas une mesure de désarmement, la dénucléarisation aurait un effet salutaire sur la psychologie de la course aux armements.

35. Tandis que tous les efforts devraient être consacrés, en premier lieu, à l'arrêt et au renversement de la course aux armements nucléaires, la communauté mondiale ne peut se permettre de négliger la course aux armements conventionnels, qui se poursuit pratiquement sans frein. L'attention devrait être centrée sur deux aspects du problème. Tout d'abord, l'existence de moyens préventifs nucléaires semble contraindre les principales puissances nucléaires à continuer à rechercher la prépondérance dans les armements de type classique. Attendu que les batailles d'aujourd'hui sont encore livrées avec des armes de type classique, il est presque impossible d'arrêter la course et de réduire les armements de type classique à des niveaux proportionnés et fixés d'un commun accord. Si, cependant, on réussissait en ce qui concerne la réduction et l'élimination éventuelle des armes nucléaires, les chances d'accomplir des progrès considérables vers la réduction des armements de type classique seraient largement accrues.

36. Quels que soient les mesures provisoires adoptées ou les accords particuliers conclus, l'objectif final que tous doivent viser est le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. Comme l'a fait observer le Ministre éthiopien des affaires étrangères au cours de la discussion générale à l'Assemblée (1423^{ème} séance plénière), toute mesure de désarmement à laquelle les puissances nucléaires ne seraient pas toutes parties resterait inefficace et illusoire. Il est regrettable que l'une des puissances nucléaires soit exclue tandis qu'une autre reste délibérément absente des négociations du Comité des dix-huit puissances. La délégation éthiopienne attache la plus grande importance au caractère universel de ces négociations de Genève et espère que toutes les puissances trouveront les moyens de participer à la recherche commune de la paix lorsque la conférence mondiale de la paix sera convoquée.

37. M. FOSTER (Etats-Unis d'Amérique) fait observer que deux des projets de résolution dont la commission est saisie semblent n'avoir aucun rapport avec le désarmement général et complet. Le projet de résolution A/C.1/L.374 sur les armes chimiques et bactériologiques et le projet A/C.1/L.377 sur les vols d'avions porteurs d'armes nucléaires sont inspirés par des mobiles de pure propagande et leurs auteurs ne se sont pas donné la peine d'y mentionner,

même en passant, le point de l'ordre du jour dont la Commission est saisie. Tout le monde se rappelle les polémiques stériles de propagande qui, au plus fort de la guerre froide, ont troublé les relations internationales entre l'Est et l'Ouest et fait obstacle à des discussions utiles à la Commission. Comme M. Foster l'a déjà déclaré (1451^{ème} séance), ceux qui, à tort, persistent dans cette voie aux seules fins de propagande doivent porter l'entière responsabilité de toutes les récriminations qui risquent d'avoir des effets néfastes tant sur l'opinion publique que sur l'opinion officielle et d'envenimer l'atmosphère favorable à une discussion fructueuse tant à la Première Commission qu'ailleurs.

38. Le représentant de la Hongrie, en présentant le projet de résolution A/C.1/L.374, a cherché à prouver qu'il était contraire au droit international accepté d'utiliser, en cas de guerre, des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, ou des "liquides, matières ou engins analogues", ainsi que des moyens de guerre bactérienne. En mentionnant l'emploi de gaz toxiques par l'Italie fasciste contre l'Ethiopie et l'emploi de gaz à des fins de génocide par l'Allemagne nazie, le représentant de la Hongrie a insinué que les Etats-Unis commettaient des actes analogues au Viet-Nam. Une telle insinuation est à la fois offensante et inexcusable. En mentionnant l'emploi par les Etats-Unis d'herbicides pour la défoliation des arbres au Viet-Nam, le représentant de la Hongrie a lancé un appel pour que les normes du droit international qui interdisent l'emploi d'armes chimiques et bactériologiques soient réaffirmées. Au sujet des gaz employés pour réprimer les émeutes, il a fait une nette distinction entre l'emploi de gaz lacrymogènes par un pays dans l'exercice de sa compétence souveraine et l'emploi de tels gaz dans une guerre. Ces arguments ne résistent pas à l'examen.

39. Le Protocole de Genève de 1925, auquel les Etats-Unis ne sont pas partie, vise à interdire l'emploi en temps de guerre de gaz meurtriers tels que l'ypérite et le phosgène. Il ne s'applique pas à tous les gaz et il n'interdit certainement pas l'usage de simples gaz lacrymogènes en cas de besoin pour éviter que des personnes innocentes ne soient mises en danger. Il est donc déraisonnable d'affirmer que telle ou telle règle du droit international interdit l'emploi, dans un combat militaire contre un ennemi, d'agents chimiques non toxiques que les gouvernements emploient pour réprimer les émeutes. Les Etats-Unis ne se sont pas livrés à la guerre des gaz depuis la première guerre mondiale, époque où il a été malheureusement nécessaire d'employer des gaz à titre de représailles. Le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis a déclaré, le 25 mars 1965, que les Etats-Unis ne faisaient pas une guerre des gaz au Viet-Nam, car cela serait contraire à leur politique. Les Etats-Unis ont joué un rôle primordial pour empêcher les horreurs de la guerre des gaz pendant la seconde guerre mondiale. Le président Roosevelt a menacé les puissances de l'Axe de représailles sévères si elles recouraient à la guerre des gaz et il a déclaré catégoriquement qu'en aucun cas les Etats-Unis n'emploieraient de telles armes, à moins que leurs ennemis ne les utilisent les premiers. Ce principe fondamental de la politique des Etats-

Unis a été également observé par le président Eisenhower et l'est toujours par le président Johnson. Les forces militaires des Etats-Unis et celles de la République du Viet-Nam emploient de temps à autre des gaz lacrymogènes. On peut facilement se procurer des gaz lacrymogènes, et la police les utilise dans le monde entier pour réprimer les émeutes. On a pu établir que ces dernières années plus de 50 pays les ont employés. Il serait ridicule de prétendre que les gouvernements de ces pays avaient donc commis des actes qui, tout en étant de leur compétence, sont contraires aux normes de conduite acceptées. Les gaz lacrymogènes constituent un procédé plus humain que l'emploi de la force, qu'il s'agisse, en temps de paix, d'apaiser les mutins ou, sur le plan militaire, de déloger les Viet-Cong qui se cachent dans les villages et se servent de civils innocents et de prisonniers comme boucliers. En établissant une distinction entre la répression des émeutes et la guerre, le représentant de la Hongrie semble croire que l'emploi de gaz lacrymogènes par un gouvernement contre ses propres ressortissants est permis pour réprimer des émeutes. Est-ce à dire qu'il trouverait des justifications aux terribles effets des gaz lacrymogènes dont il a parlé lorsque ceux-ci sont utilisés par un gouvernement pour réprimer une émeute? Certes pas, car il sait fort bien que les gaz lacrymogènes n'ont pas les effets qu'il leur attribue. La délégation des Etats-Unis ne pense pas non plus que l'utilisation de gaz lacrymogènes par presque la moitié des pays représentés à la Commission vienne confirmer en quoi que ce soit l'assertion selon laquelle l'utilisation des mêmes gaz au Viet-Nam à des fins humanitaires — pour sauver des vies humaines au lieu de les détruire — est contraire à une norme quelconque de conduite internationale ou du droit international. Les herbicides employés au Viet-Nam sont chimiquement les mêmes et ont les mêmes effets que ceux qu'on emploie couramment aux Etats-Unis et dans de nombreux autres pays pour détruire les mauvaises herbes et limiter la végétation. Ce ne sont pas des armes bactériologiques, et leur emploi n'est pas contraire au droit international.

40. M. Foster appelle l'attention du représentant de la Hongrie sur un article publié dans le New York Times du 11 novembre 1966 et qui a relaté l'emploi de gaz lacrymogènes contre les forces des Etats-Unis au Viet-Nam et la capture de grenades à gaz lacrymogène utilisées par le Viet-Cong. Il a été officiellement confirmé que, le 10 novembre 1966, des grenades à gaz ont été utilisées contre une patrouille des Etats-Unis au Viet-Nam et l'on a constaté qu'elles avaient été fabriquées en Chine communiste.

41. Pendant la guerre de Corée, on a accusé les Etats-Unis de recourir à la guerre bactériologique. L'histoire a prouvé que ces accusations étaient complètement fausses, et son verdict sera semblable en ce qui concerne les accusations actuelles. Si le projet de résolution hongrois était inspiré par une préoccupation sincère à l'égard des problèmes de la guerre chimique et bactériologique, il aurait demandé le respect des principes et des normes du Protocole de Genève sans employer un langage tendancieux et il aurait recueilli l'appui général. Mais

il vise uniquement à un but de propagande et la délégation des Etats-Unis votera contre ce texte.

42. Le projet de résolution A/C.1/L.377 est semblable à un projet de résolution de l'URSS^{6/} que le Conseil de sécurité a rejeté à sa 817ème séance, le 2 mai 1958, par 9 voix contre une, avec une abstention. La question a été soulevée de nouveau en 1966 au Comité des dix-huit puissances à la suite de la chute, près de la côte espagnole, d'un avion des Etats-Unis qui transportait des armes nucléaires non armées. Les auteurs du projet de résolution A/C.1/L.377 semblent laisser entendre que les vols d'avions porteurs d'armes nucléaires au-delà des frontières nationales violent le traité d'interdiction partielle des essais nucléaires de 1963 et la Convention de 1958 sur la haute mer^{7/}. Prétendre que de tels accords seraient violés du fait d'accidents survenus à l'intérieur ou au-delà des frontières nationales n'est pas fondé. D'ailleurs, l'accident qui s'est produit en Espagne n'a pas causé d'explosion nucléaire précisément parce que des précautions minutieuses avaient été prises par les Etats-Unis pour éviter une telle éventualité. Le fait qu'aucune mention n'est faite des autres moyens de transport d'armes nucléaires au-delà des frontières nationales révèle nettement l'intention de propagande qui est à la base du projet de résolution. Du reste, ce texte ignore commodément la géographie. Le déploiement d'armes et de forces au-delà des frontières nationales est indispensable aux Etats membres de l'OTAN; ce serait ne tenir aucun compte des réalités que vouloir limiter leur déploiement à l'intérieur des frontières nationales. M. Foster se demande comment les auteurs du projet de résolution se proposent de vérifier son application. La délégation des Etats-Unis a l'intention de voter contre ce texte.

43. Certaines délégations éprouvent peut-être le besoin de donner libre cours à leur propagande, mais il ne faut pas s'attendre à ce que la délégation des Etats-Unis demeure silencieuse devant ce genre de tactiques. Les questions inscrites à l'ordre du jour et les projets de résolution présentés à des fins de pure propagande manifestent un retour aux pratiques lamentables de la guerre froide.

44. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/L.370/Rev.1 et Rev.1/Add.1/Corr.1, l'étude envisagée pourrait être extrêmement utile. Dans toute étude des incidences de l'armement nucléaire et de la menace que constitue la course aux armements nucléaires, il est évidemment nécessaire de faire beaucoup plus que rassembler des renseignements sur les horreurs de l'utilisation éventuelle des armes nucléaires. M. Foster est heureux de voir que les incidences que pourraient avoir sur le plan économique et sur celui de la sécurité l'acquisition et le développement plus poussé des armes nucléaires font partie des sujets de l'étude envisagée. La perspective dans laquelle il conviendrait que cette étude se fasse est indiquée dans l'introduction au rapport annuel du Secrétaire général pour 1965-1966 (A/6301/

^{6/} Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, treizième année, Supplément d'avril, mai et juin 1958, document S/3997.

^{7/} Voir Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Documents officiels, vol. II, Séances plénières, p. 153.

Add.1). M. Foster aime à croire que par "renseignements accessibles" on n'entend pas seulement les renseignements publiés et que les gouvernements seront priés de fournir les renseignements supplémentaires appropriés. Le Gouvernement des Etats-Unis est prêt à accueillir très favorablement une telle demande. Pour que le rapport envisagé réponde complètement à son objet, il est essentiel que le Secrétaire général puisse solliciter le concours "d'experts consultants" les mieux qualifiés pour évaluer les éléments économiques, scientifiques, militaires et autres qui seront étudiés. Le rapport en question pourra contribuer grandement à faire mieux comprendre la menace que constitue la prolifération des armes nucléaires et faciliter ainsi le progrès vers l'adoption des mesures nécessaires pour y parer. La délégation des Etats-Unis votera pour ce projet de résolution.

45. M. PRANDLER (Hongrie), exerçant son droit de réponse, déclare que sa délégation, en présentant le projet de résolution A/C.1/L.374, a été

inspirée par le désir sincère de favoriser l'interdiction des armes chimiques et biologiques, car elle estime que cela fait partie intégrante des efforts tendant à réaliser le désarmement général et complet. Une telle interdiction pourrait représenter une mesure connexe très importante si elle était adoptée par la Première Commission.

46. Le représentant des Etats-Unis a affirmé que le projet de résolution hongrois n'a aucun rapport avec le désarmement général et complet et il a prêté au document une intention de propagande. On pourrait également dire que la déclaration du représentant des Etats-Unis n'est que de la propagande, d'ailleurs confuse. La délégation des Etats-Unis se trouve dans une situation délicate; elle ferait bien de soutenir sa thèse avec les savants américains, notamment plusieurs lauréats du prix Nobel, qui ont une opinion différente de la sienne.

La séance est levée à 17 h 40.